

“Français, pour encore mieux exister, parlez français!”, par Maria Niculescu

La chute du Mur de Berlin marqua pour une partie des pays de l'ancien bloc communiste le retour vers des amis historiques. Marqué par les Lumières, la liberté, les droits de l'Homme, mais aussi par Napoléon III, qui suscita sa création dans ses frontières actuelles, la Roumanie fut l'un des pays qui se tourna vers la France. Des centaines de projets communs furent mis en œuvre dans les domaines les plus divers (éducation, culture, formation de cadres, affaires, etc.) le français offrant tous les avantages d'une langue moderne, incitant au progrès et à la réussite. De nombreux pays de l'Est adhèrent aussi après 1990 à l'Organisation internationale de la Francophonie, un choix de cœur, qui contribua à la dynamique de l'intégration régionale européenne.

L'article publié par Frédéric Martel « Français, pour exister, parlez English » dans *Le Point*, le 10 juillet dernier, prône l'anglais comme une langue de libération (?), surprend les francophones et francophiles, car l'auteur incite sans nuance à déclasser le français, considéré comme le patrimoine d'une « France scrogneugneu et rance, riquiqui, confetti hexagonal qui se prend pour une montgolfière planétaire, de cet esprit étroit de la petite France qui a peur de la mondialisation....., une France étriquée qui s'affole devant la vulgarité des masses et du marché et qui refuse la diversité culturelle concrète... ». L'auteur parlait, il faut le souligner, de la 5^e puissance industrielle mondiale (en 2007) !

Cette assertion, pour le moins outrancière, incite à se poser la question suivante: le fait qu'un Français, ou plus généralement un francophone, veuille dialoguer en anglais avec un interlocuteur anglophone, permet-il de donner et de recevoir des messages conformes à sa pensée ? Réciproquement, l'interlocuteur étranger perçoit-il correctement le contenu et surtout la pertinence de ses paroles ? C'est certainement vrai pour des locutions fixées par la tradition. Mais ce n'est pas si limpide lorsqu'il s'agit d'avancer des concepts, des intentions ou des affirmations faisant partie d'un champ sémantique.

Quand on parle à quelqu'un on transmet des signes qui deviennent pour lui des « images acoustiques », donc liées à des différences phoniques - des « signifiants ». Mais pour le transmetteur, c'est bien l'expression d'une représentation mentale assortie d'une valeur, qu'il est difficile, voire impossible à saisir pour le récepteur. C'est le « signifié ». Ce dernier est assorti d'une valeur, mais elle n'est pas systématiquement perceptible par le récepteur. On prend conscience alors de toutes les précautions qu'il convient de prendre lorsqu'il s'agit de négociations déterminantes.

L'histoire démontre que la langue française fut reconnue, particulièrement en Europe, comme la plus pertinente pour définir, par le langage et ses écrits, une situation, une intention, une idée... tout en évitant le plus possible les fausses interprétations. Ce n'est pas sans raison que le français fut officiellement la langue de référence de la diplomatie au niveau mondial. Ce n'est pas sans raison de préférer toujours aujourd'hui le français en référence dans les textes internationaux importants, voire dans les instances internationales lorsque les termes prennent une grande importance, d'utiliser le français comme langue de délibération de la Cour européenne de justice, etc.

Dans la pratique de l'anglais, les nuances de compréhension peuvent s'atténuer plus facilement quand un Américain parle avec un Anglais. Mais ce n'est pas tout-à-fait le cas par exemple quand un Chinois parle en « Anglo-américain » à un Brésilien formé à Oxford ! Pour s'en sortir ils sont contraints de parler un « anglais » primaire, de laisser de côté les nuances trop typées du langage. Alors faut-il suivre les préférences de Frédéric Martel, prônant que pour exister il faut parler « English » ? Mais lequel, celui d'Oxford, celui des USA, ou encore celui de la rue ? C'est souvent un mixte désolant pour les linguistes ! Mais plus problématique, c'est la méconnaissance de l'importance du « signifié » dans la relation verbale. Tout mot prononcé sous-tend une valeur. Des désignations

identiques ont peut-être le même sens, mais pas la même valeur, car chacun a sa propre représentation mentale de la situation qu'il vit.

Ce qui a apparemment totalement échappé à l'auteur de « Mainstream », c'est l'impact des signifiés sur les vicissitudes des mœurs. Ce n'est pas une nouveauté, il s'agit de relire » « L'Émile ou De l'éducation » de J-J Rousseau. « Les têtes se forment sur le langage, les pensées prennent la teinte des idiomes. La raison seule est commune, l'esprit en chaque langue a sa forme particulière; et... chez toutes les nations du monde, la langue suit les vicissitudes des mœurs, et se conserve ou s'altère comme elles... ». Alors on comprend le choc des francophones et francophiles devant la certitude de Frédéric Martel: « Si les Français veulent exister dans le monde d'aujourd'hui, ils doivent parler anglais » ...comme si l'existence sociale et culturelle ne dépendait en soi que d'une seule forme de langage! Le reproche que l'on peut faire à cette affirmation péremptoire, c'est de ne pas avoir distingué l'approche intellectuelle du langage de celle plus basique de la rue. Plus grave, l'auteur ne manque pas d'audace pour nous rappeler à l'ordre: « Aujourd'hui si vous optez pour une orthographe francisée plutôt qu'américanisée sur Internet, les moteurs de recherche vous référencent mal et vous voilà « buzz off » - rayé du « buzz mondial ». En d'autres termes, parlez maintenant comme un attardé scolaire, au vocabulaire réduit, avec un anglais de la rue, pour bien échanger vos idées !!! Ce qui induit un mouvement de dégradation de la langue par le bas ! Quand un ancien Attaché « culturel » prône ce nivellement par le bas, sous prétexte que le niveau du buzz mondial se fonde sur une sénescence intellectuelle, il convient vraiment réagir!

La Francophonie n'est pas écartée de ces critiques acerbes: elle déclinerait car « le français ne pèse plus », bien que l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) réunit aujourd'hui 75 pays et gouvernements, membres et observateurs. Alors il faut se poser la question: comment se fait-il qu'il y ait plus de 200 millions de personnes qui font encore partie de la Francophonie ? Comment comprendre que la France, le Canada, la Suisse, la Communauté française de Belgique, etc. participent très fortement au budget de l'OIF? Que la France met en chantier le nouveau siège parisien de la Maison de la Francophonie! Comment comprendre que des pays veulent encore adhérer à l'OIF? L'intelligence politique de 75 présidents de pays est-elle considérée par l'auteur dans ses analyses ? Nombre de données lui échappent totalement, en particulier tout ce qui touche aux missions et valeurs promues par la Francophonie dans ces relations, inter et intra-Etats francophones.

Bref, les arguments et les analyses de l'auteur qui « joue » le Cassandre n'ont qu'une valeur anecdotique, particulièrement adaptée à celle du « Café du Commerce ». Mais il faut convenir que cela plait ! Suivant Kant, « la faculté de juger est un pouvoir situé entre l'entendement et la raison, et le sentiment de plaisir et de déplaisir qui lui correspond, est présenté comme situé entre la faculté de connaître et celle de désirer ». Une phrase de Kant qui devrait être méditée par l'auteur.

Par [Maria Niculescu](#) *

*** Maria Niculescu, Professeur universitaire (Roumanie, France), Directeur de l'École doctorale – Université Valahia – Roumanie, Consultant international, Auteur de nombreux livres, articles, études en économie, développement international, gestion et stratégie d'entreprise. Directeur de l'Institut National de Développement Économique, Bucarest (institut franco-roumain) 1994-2002; Directeur de la coopération économique et Représentant permanent de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) auprès des Institutions européennes, Bruxelles (2002-mai 2010).**

[Retour au Sommaire](#)